

*L'Adresse—M. O'Kurley*

Le discours du Trône offre aux Canadiens de tout le pays une vision de l'avenir qui ressemble beaucoup à celle que nourrissaient nos parents et leurs parents avant eux et, bien avant encore, les pionniers qui, à la sueur de leur front et avec détermination, ont fait de notre pays l'une des grandes sociétés du monde.

Le discours du Trône parle d'un Canada sûr de lui, uni et fort. Un pays ayant un caractère unique, un Canada à l'avant-garde de la collectivité internationale. Un Canada énergique et progressiste, mais aussi humanitaire et compatissant. Autant à l'échelle nationale que sur le plan personnel, les Canadiens ont beaucoup accompli au fil des ans, mais ils doivent maintenant préparer l'avenir.

• (1600)

Ma femme et moi avons trois merveilleux enfants, dont l'aîné a six ans. Nous attendons avec impatience l'arrivée de notre quatrième enfant au printemps.

J'ai relevé le défi d'être député parce que je crois que nous avons, au Canada, la possibilité de travailler ensemble à l'aménagement d'un avenir meilleur pour nos enfants. Quel genre de pays voulons-nous laisser en héritage à nos enfants? Allons-nous leur laisser un pays criblé de dettes et paralysé par la mauvaise gestion de l'économie? La prochaine génération héritera-t-elle d'un Canada faible et craintif, divisé et égoïste, stérile et pollué?

Non, nos enfants méritent mieux que cela. Quel député ne veut pas laisser à la prochaine génération de Canadiens une nation unie, humanitaire et en santé?

Je veux décrire aujourd'hui un plan d'action qui devrait nous permettre de réaliser notre vision positive du Canada et nous aider à bâtir un Canada que nous serons fiers d'offrir à nos enfants.

Dans le discours du Trône, le gouvernement a établi cinq grands objectifs: renforcer notre économie, protéger notre environnement, veiller à ce que le Canada demeure une société généreuse, promouvoir les valeurs canadiennes et consolider l'unité nationale. Je veux discuter aujourd'hui de ces objectifs et du défi qui nous attend. Mon plan mérite d'être appuyé. Commençons par le défi économique.

Le premier objectif est de renforcer notre économie, pour avoir un Canada plus fort. Depuis 1984, notre pays s'est assez bien tiré d'affaire. Notre revenu a subi une forte hausse et de nombreux emplois ont été créés. Par exemple, dans ma circonscription de Elk Island située dans la région de Fort Saskatchewan, les secteurs pétrochimiques et technologiques ont connu une grande expansion. Les agriculteurs depuis Hay Lake jusqu'à Chipman ont eu des récoltes records. Notre performance économique a dépassé celle de presque toutes les nations industrialisées et nous avons réduit notre déficit annuel de 10 milliards de dollars. Le défi consiste à maintenir cette performance économique dans un monde de plus

en plus concurrentiel, interdépendant et soumis à des pressions inflationnistes. Pour ce faire, il est évident que nous devons empêcher les taux d'inflation et d'intérêt de trop monter. Il faut particulièrement tenir compte de l'Alberta dans notre politique des taux d'intérêt à court et à long terme. Cela signifie que nous devons continuer à réduire notre déficit annuel.

J'estime que tous les Canadiens appuieront nos efforts en ce sens, lorsqu'ils comprendront les conséquences de l'inaction. Notre problème n'est pas tant chaque déficit annuel que la dette massive que nous avons accumulée au cours des deux dernières décennies.

En dépit des efforts que nous avons déployés depuis 1984, les intérêts annuels sur la dette nationale représentent maintenant 31 cents pour chaque dollar de recettes gouvernementales, si bien qu'il ne reste que 69 cents à consacrer aux programmes gouvernementaux. A l'heure actuelle, nous empruntons chaque année des fonds servant uniquement à payer les intérêts courus sur cette dette. Ce qui signifie que les intérêts seront encore plus élevés l'année prochaine, c'est-à-dire de 34 cents pour chaque dollar, puis de 37 cents, et ainsi de suite. Il faut se rendre à l'évidence: plus nous payons d'intérêts, moins nous pouvons consacrer d'argent à tout le reste. Quand les taux d'intérêt grimpent, comme on l'a vu récemment, le problème ne fait qu'empirer. Nul n'est besoin de posséder un doctorat en économie pour savoir comment nous devons réagir. Si nous voulons que notre économie demeure stable et éviter un retour à la stagflation des années antérieures à 1984, si nous voulons que nos impôts servent à financer les programmes sociaux et non pas uniquement à payer des intérêts, nous devons réduire les dépenses encore davantage et commencer à payer à notre façon. Il s'agit simplement de payer un peu maintenant ou beaucoup plus dans l'avenir.

En réduisant constamment le déficit, nous pourrions consacrer des fonds à d'autres projets au cours des quatre prochaines années. Évidemment, les Canadiens ne verront pas que la réduction du déficit sur la scène économique. Ils verront apparaître un nouveau régime de taxe de vente qui remplacera le régime actuel de la taxe fédérale de vente, un mal que nous nous sommes infligés et qui coûte des emplois aux Canadiens. Nous avons besoin d'une taxe de vente moderne qui ne sera pas discriminatoire à l'endroit des producteurs canadiens et qui produira les recettes nécessaires pour maintenir les services sociaux.

Si nous devons accepter la réforme du régime fiscal, nous devons néanmoins tenir compte de l'unicité de l'Alberta. Nous devons collaborer avec cette province pour assurer sa stabilité et sa croissance économiques. Nous entendrons encore parler des négociations commerciales dans le cadre du GATT, car nous voulons nous assurer un meilleur accès aux marchés européens et asiatiques, et discipliner le commerce des produits agrico-